



Déclaration FERC - coordination des fac et labos

mardi 10 mars 2020, par [Bariaud](#)



Déclaration FERC CGT – coordination des facs et labos

La fédération FERC CGT regroupe les syndicats CGT FERC-sup dans les universités et CGT-INRAE et SNTRS-CGT dans les organismes de recherche. Syndicats de lutte, nos syndicats représentent toutes les catégories de personnels. C'est pour cela que la CGT s'est inscrite totalement dans le mouvement dont nous sommes partie prenante et engagés dès le départ, avec un soutien logistique, et des militant·es totalement impliqués.

A l'appel de la coordination mais aussi de l'intersyndicale CGT-SUD-FO-FSU et des syndicats étudiants, la journée d'hier a été une véritable réussite, tant à Paris, qu'en régions... 25 000 personnes à Paris, des milliers en province, avec des nouveaux secteurs présents, dans les facs comme les organismes de recherche, c'est plus que motivant pour la suite de la mobilisation ! On n'a pas intérêt à banaliser ce succès mais s'appuyer dessus pour prendre des décisions sur l'action immédiate.

Nous partageons les constats de la coordination sur la situation. Nous sommes opposés aux orientations proposées dans la LPPR. Ils veulent aggraver encore les dégâts occasionnés par les politiques antérieures. L'argent selon eux devrait être encore plus fléché sur les appels à projet. Un financement quasi-exclusif de la recherche sur appel à projet correspond à une précarité accrue, non seulement des postdocs mais aussi massivement des personnels ingénieurs et techniciens avec les CDI (en réalité des CDD) de mission scientifique. Cela correspond à une compétition renforcée, se traduisant par l'abandon de pans entiers de thématiques de recherche dites non rentables, cela accentue le développement d'établissements à plusieurs vitesses, et de fait réduit l'offre de formation...

La LPPR est un projet de loi idéologique en continuité avec la LRU qui s'inscrit dans la déconstruction du système de l'enseignement supérieur et la recherche. Les orientations des budgets vers l'innovation et les projets ayant des débouchés industriels laissent au bord de la route la recherche sur le temps long en privilégiant la recherche à court terme. Nos missions sont remplacées par la compétition, une vision idéologique de la recherche, une vision utilitariste des formations = vision néo-libérale. Cette structuration qui est la norme dans le monde anglo-saxon, est un modèle réducteur qui est imposé partout dans le monde capitaliste. Modèle dans lequel la compétition sous couvert d'excellence associée à des mesures de plus en plus liberticides, qui mélangent intérêt public et privé, conduit à des fraudes scientifiques et des conflits d'intérêt.

Le renforcement de l'ANR et des plans d'investissement d'avenir (PIA) constituent des outils majeurs de la territorialisation de la recherche dans les grandes universités de recherche. Nous demandons la suppression de ces structures, PIA et ANR. Leurs fonds doivent être réattribués aux établissements publics et aux unités.

Nous portons trois revendications centrales :

- sortir de la précarité,

Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture // 01-55-82-76-12 // ferc@cgt.fr

La fédération FERC CGT regroupe les syndicats CGT FERC-sup dans les universités et CGT-INRAE et SNTRS-CGT dans les organismes de recherche. Syndicats de lutte, nos syndicats représentent toutes les catégories de personnels. C'est pour cela que la CGT s'est inscrite totalement dans le mouvement dont nous sommes partie prenante et engagés dès le départ, avec un soutien logistique, et des militant·es totalement impliqués.

A l'appel de la coordination mais aussi de l'intersyndicale CGT-SUD-FO-FSU et des syndicats étudiants, la journée d'hier a été une véritable réussite, tant à Paris, qu'en régions... 25 000 personnes à Paris, des milliers en province, avec des nouveaux secteurs présents, dans les facs comme les organismes de recherche, c'est plus que motivant pour la suite de la mobilisation ! On n'a pas intérêt à banaliser ce succès mais s'appuyer dessus pour prendre des décisions sur l'action immédiate.

Nous partageons les constats de la coordination sur la situation. Nous sommes opposés aux orientations proposées dans la LPPR. Ils veulent aggraver encore les dégâts occasionnés par les politiques antérieures. L'argent selon eux devrait être encore plus fléché sur les appels à projet. Un financement quasi-exclusif

de la recherche sur appel à projet correspond à une précarité accrue, non seulement des postdocs mais aussi massivement des personnels ingénieurs et techniciens avec les CDI (en réalité des CDD) de mission scientifique. Cela correspond à une compétition renforcée, se traduisant par l'abandon de pans entiers de thématiques de recherche dites non rentables, cela accentue le développement d'établissements à plusieurs vitesses, et de fait réduit l'offre de formation...

La LPPR est un projet de loi idéologique en continuité avec la LRU qui s'inscrit dans la déconstruction du système de l'Enseignement supérieur et la Recherche. Les orientations des budgets vers l'innovation et les projets ayant des débouchés industriels laissent au bord de la route la recherche sur le temps long en privilégiant la recherche à court terme. Nos missions sont remplacées par la compétition, une vision idéologique de la recherche, une vision utilitariste des formations = vision néo-libérale. Cette structuration qui est la norme dans le monde anglo-saxon, est un modèle réducteur qui est imposé partout dans le monde capitaliste. Modèle dans lequel la compétition sous couvert d'excellence associée à des mesures de plus en plus liberticides, qui mélangent intérêt public et privé, conduit à des fraudes scientifiques et des conflits d'intérêt.

Le renforcement de l'ANR et des plans d'investissement d'avenir (PIA) constituent des outils majeurs de la territorialisation de la recherche dans les grandes universités de recherche. Nous demandons la suppression de ces structures, PIA et ANR. Leurs fonds doivent être réattribués aux établissements publics et aux unités.

Nous portons trois revendications centrales :

- sortir de la précarité,
- remettre des budgets récurrents dans les laboratoires de recherche,
- revaloriser les salaires.

Nous demandons de recruter sur poste de titulaires dans toutes les catégories. Recruter au bon niveau de qualification pour tous les métiers, même sans diplôme. Nous exigeons un plan de titularisation de tous les précaires sur fonctions pérennes ! Il faut arrêter les externalisations-privatisations. Pas de rémunérations à moins de 1800 euros, ce qui signifie une revalorisation du SMIC pour tous les travailleur·ses de ce pays. Une structuration de la recherche qui maintienne la place des organismes nationaux de recherche et le statut de chercheur·se à plein temps. Les enseignant·es-chercheur·ses ne doivent pas avoir des heures enseignements au-delà de 192 heures équivalent TD sans modulation.

La LPPR de Vidal, nous n'en voulons pas ! Abandon pur et simple de ce projet ! Nous voulons partir de nos revendications, c'est la seule base de négociation possible ! Un service public national de l'enseignement supérieur gratuit et émancipateur et une recherche publique de qualité sur crédits pérennes.

Nous ne voulons pas davantage du projet de loi sur la retraite par points, qui participera de l'appauvrissement de la population, et en particulier les personnels de l'ESR, il s'agit d'un véritable plan de spoliation du financement des retraites par répartition.

De cette société là nous n'en voulons pas, nous devons travailler à l'élargissement du mouvement, tous les personnels des universités et des organismes de recherche doivent rentrer en lutte. Nous devons construire un grand mouvement social pour faire échec au modèle de société prédateur du bien public que l'on veut nous imposer en utilisant la répression et la violence.

Nous devons, et la CGT et ses organisations seront au premier rang, continuer à faire monter cette contestation et, en nous appuyant sur le succès d'hier, décider d'organiser dès lundi 9 Mars des AG à l'échelle des labos, des UFR, des départements pour débattre et décider immédiatement de la grève reconductible avec l'ensemble des personnels.

Le 6 mars 2020